

Appel à rassemblement de protestation Mardi 8 Mars, 18h, place de la Victoire, Bordeaux Dissolution du Comité Action Palestine : la dictature en marche.

Dissolution du Comité Action Palestine : la dictature en marche.

« Le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie, mais son évolution par temps de crise ».
Bertolt Brecht

Le ministre de l'intérieur Gérald Darmanin a annoncé, le 24 février, son intention de dissoudre l'association Comité action Palestine (Bordeaux), en même temps que la fermeture administrative de la mosquée de Pessac et la dissolution du collectif Palestine Vaincra (Toulouse).

Cette annonce est survenue le jour même du diner du CRIF où le Premier ministre Jean Castex a affirmé que Jérusalem est « la capitale éternelle du peuple juif ».

Cette dissolution a été rendue possible par la loi « confortant le respect des principes de la république », votée le 24 août 2021, qui instaure dans le pays l'arbitraire et un droit d'exception. Outil de répression politique, cette loi s'inscrit dans le cadre

d'une offensive réactionnaire et liberticide du gouvernement français, empêtré dans la gestion déplorable d'une situation sociale, économique et sanitaire très dégradée.

Dans un climat politique inquiétant où les musulmans et leur liberté associative sont devenus la cible prioritaire de la répression, le gouvernement s'attaque aussi aux associations de solidarité avec les Palestiniens et s'attaquera demain à toute opinion jugée différente ou subversive.

Hier c'était le CCIF, Baraka City, aujourd'hui le Comité Action Palestine, Palestine Vaincra, l'association de la mosquée de Pessac et Nantes révoltée. A qui le tour demain ?

Au-delà des divergences, le mouvement associatif de résistance doit prendre la mesure du danger que fait peser le gouvernement sur la liberté d'expression en criminalisant l'antisémitisme et toute voix jugée non conforme à sa définition arbitraire et autoritaire de l'action politique associative. La liberté d'expression est un principe qui vaut pour tous et ne doit pas être à géométrie variable, soumis au bon vouloir du prince !

Il est urgent de rassembler et instaurer un rapport de forces propre à défendre notre liberté associative.

Nous appelons à un sursaut salutaire de tous ceux et celles qui estiment que la

liberté d'expression est un droit inaliénable.

C'est pourquoi, nous faisons appel ici à toutes les organisations, associations, collectifs, militants à signer cet appel contre la répression qui vise à museler le soutien aux Palestiniens.

Ont signé ce communiqué jusqu'à présent : International Solidarity Movement – France, Cgt éducation33, Comité vérité et justice 31, Elles o pluriel, Association EAB, Collectif69palestine, Poitiers Palestine, CLAP 33, Bordeaux en Lutttes, Jaunes Etc, Forum Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires FUIQP, Les Alliés de la Paix, AFA Strasbourg, ANC (association nationale des communistes), Campagne Unitaire pour la Libération de Georges Abdallah.

Charte du Comité Action Palestine

Contrairement à ce qu'elle prétend être, la domination occidentale signifie la régression économique, sociale et politique la plus totale pour les peuples du Sud. L'impérialisme et le colonialisme qu'il secrète dans différentes régions du monde ne sont rien d'autre pour les peuples dominés qu'asservissement, oppression, massacre, racisme, misère et injustice. La résistance des peuples dominés, son émergence, sa structuration et son renforcement, sont le résultat mais aussi la négation la plus radicale de cette logique de répression et de destruction propre à l'hégémonie occidentale.

L'histoire de la Palestine de la fin du 19ième siècle jusqu'à aujourd'hui concentre l'essentiel des rapports de domination de types impérialiste et

colonialiste. La colonisation juive, c'est-à-dire l'épuration ethnique, a été rendue possible à ses débuts par des puissances coloniales (Angleterre, France) et bénéficie aujourd'hui du soutien de l'ensemble du monde occidental (Etats-Unis et Europe). Des points de vue historique et géopolitique, la cause palestinienne est centrale. Au niveau historique, l'enjeu est dorénavant d'accélérer le dépérissement de la domination impérialiste occidentale après sa violente remise en cause au cours de la phase de décolonisation des années 50 et 60. Au niveau géopolitique, l'enjeu est de libérer un territoire de la colonisation juive qui permet de contrôler toute la région du Moyen-Orient.

Si la Palestine reste le champ de lutte fondamental contre le colonialisme juif, il n'en reste pas moins qu'en Occident le soutien à la cause palestinienne réside dans une grande mesure dans le combat politique et idéologique contre le sionisme implanté au cœur même des Etats occidentaux. En France en particulier, tout militantisme antisioniste authentique se doit de dénoncer non seulement le colonialisme juif en Palestine mais aussi toute organisation ou institution qui travaille ici au service de la domination sioniste.

C'est pourquoi le COMITÉ ACTION PALESTINE, association régie par la Loi du 1er juillet 1901, œuvre pour la réalisation des droits

nationaux du peuple
palestinien, c'est-à-dire la libération de la terre arabe de
Palestine.

Nos principes du soutien à la cause palestinienne sont :

- * La condamnation du sionisme comme mouvement
politique colonialiste et raciste.**
- * Le soutien inconditionnel à la résistance du
peuple palestinien et à son combat pour son autodétermination
et son
indépendance nationale.**
- * La reconnaissance du droit inaliénable au retour
de tous les réfugiés chez eux.**
- * La libération de tous les résistants
emprisonnés.**

(consulter la
suite de la charte sur www.comiteactionpalestine.org)

**Nous rendons hommage à tous les Martyrs de la cause
palestinienne et à tous
les résistants emprisonnés. Nous exprimons notre totale
solidarité à Georges
Ibrahim Abdallah et appelons une nouvelle fois à sa
libération.**

**Vive la Résistance ! Vive la Palestine ! Force et Victoire au
Peuple Palestinien !**

